



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Souveraineté européenne

Starlink, objet de toutes les passions et contradictions à Barcelone

L'entreprise d'Elon Musk était invitée en majesté au Mobile World Congress cette semaine pour présenter son futur service Starlink Mobile. Deutsche Telekom a ...

• (Page 08)

Ecosystèmes & économies

Le rôle crucial des plantes médicinales

De la médecine ancienne aux cosmétiques en passant par les produits pharmaceutiques modernes, les plantes médicinales ont un usage varié. Dans un contexte de ...

• (Page 09)



Guerre au Moyen-Orient

L'UEMOA s'active pour anticiper les chocs

• (Page 03)



Politique monétaire

• (Page 05)

La BCEAO baisse ses principaux taux directeurs

Coopération décentralisée

20 communes outillées pour nouer des partenariats extérieurs

Vingt communes togolaises bénéficient d'un projet d'accompagnement à la coopération décentralisée, lancé le ...

• (Page 02)

Prévention et sécurité au Nord

Le Togo et la Banque mondiale renforcent leur coordination

Le gouvernement togolais et le Groupe de la Banque mondiale ont fait le point, le 2 mars à Lomé, sur les actions de prévention et de résilience ...

• (Pages 04)

Intelligence artificielle

Google lance la 10^e cohorte de son Accelerator Africa

Le géant technologique Google ouvre les candidatures pour la 10^e cohorte de son programme Google for Startups Accelerator Africa. Cette édition « AI First » cible les ...

• (Page 06)

Haho

Le ministre de la Santé évalue les avancées du programme Wézou

Le ministre de la Santé, de l'hygiène publique, de la couverture sanitaire universelle et des assurances, Jean Marie Koffi Ewonoule Tessi a visité, le lundi ...

• (Page 11)

CANALBOX

FIBREZ SANS FRAIS

PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À 0 FCFA*

TÉLÉCHARGEZ L'APP CANALBOX POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866

www.canalbox.tg

*Paiement du premier forfait mensuel à la souscription

Coût de l'appel : 20 FCFA.

Coopération décentralisée

20 communes outillées pour nouer des partenariats extérieurs

Vingt communes togolaises bénéficient d'un projet d'accompagnement à la coopération décentralisée, lancé le 2 mars à Kara. Portée par la Faïtière des communes du Togo (FCT) avec l'appui de l'ambassade de France, l'initiative vise à renforcer leur visibilité et leurs partenariats à l'international.

● Wilson Lawson

Au Togo, l'ouverture des collectivités territoriales à l'international franchit une nouvelle étape. Le lundi 2 mars, à Kara, un projet d'accompagnement et d'initiation aux principes de la coopération décentralisée a été officiellement lancé au profit de 20 communes. Financé par l'ambassade de France et mis en œuvre par la Faïtière des communes du Togo, le programme ambitionne de renforcer les capacités des maires et secrétaires généraux afin d'améliorer le positionnement stratégique et la visibilité internationale de leurs collectivités. D'une durée de 18 mois (juillet 2025 à décembre 2026), le projet prévoit la création de synergies entre communes togolaises et l'établissement de partenariats durables avec des collectivités françaises, européennes et africaines. L'objectif est clair : faire de la coopération décentralisée un levier concret de développement local. Concrètement, les bénéficiaires seront formés sur plusieurs thématiques clés : marketing institutionnel territorial, leadership, communication institutionnelle, identification des réseaux internationaux de collectivités et élaboration de programmes de travail adaptés aux réalités locales. Il s'agit de doter les communes d'outils techniques et stratégiques leur permettant de valoriser leurs atouts, mobiliser des financements et attirer des partenaires. Lors de l'atelier de lancement à Kara, les participants ont déjà bénéficié de deux jours de formation intensive consacrés aux fondamentaux de la coopération décentralisée et aux mécanismes de visibilité



territoriale. Les communes retenues pour cette phase pilote n'entretiennent, pour la plupart, aucun partenariat international actif. Parmi elles figurent notamment Blitta 3, Mô 2, Tchamba 3, Agoè-Nyivé 1, Golfe 3, Bassar 3, Zio 4, Kloto 3, Haho 4 et Oti-Sud 1.

La coopération décentralisée comme outil de développement

Au-delà des sessions de formation, l'enjeu est stratégique. Dans un contexte marqué par la raréfaction des ressources publiques et la montée des besoins sociaux, les collectivités locales doivent diversifier leurs sources de financement et renforcer leur attractivité. "La coopération décentralisée vient comme un instrument stratégique favorisant le partage d'expériences entre collectivités en matière de marketing institutionnel territorial, pour accroître leur visibilité et la mobilisation des ressources", a souligné le secrétaire général de la préfecture de la Kozah, Tchodié Essozola. L'internationalisation des communes ne se limite pas à des échanges protocolaires. Elle permet d'accéder à des financements extérieurs, de partager des expertises techniques, d'améliorer la gouvernance locale et de soutenir des projets concrets dans des

secteurs tels que l'assainissement, l'eau, l'éducation ou encore le développement économique local. Dans cette dynamique, l'appui de l'ambassade de France à travers le Programme d'appui à la gouvernance territoriale au Togo (PAGT 2025-2027) apparaît déterminant. Il vise à consolider les capacités institutionnelles des collectivités et à structurer leurs démarches de coopération internationale. En dotant les communes d'outils de marketing territorial et de communication stratégique, le projet entend également renforcer leur crédibilité auprès des partenaires étrangers et des bailleurs internationaux.

En quête de consolidation

L'initiative s'inscrit dans la continuité du Programme d'appui au processus de décentralisation au Togo, qui encourage la coopération entre collectivités comme levier de mobilisation de ressources et d'accélération du développement local. Depuis la mise en place effective de la décentralisation au Togo, les communes disposent de compétences élargies mais font face à des contraintes financières et techniques importantes. L'ouverture à l'international apparaît ainsi comme une opportunité stratégique pour renforcer leurs capacités d'action.

AUX DECIDEURS ...

Rempart contre l'économie de l'ombre

Il est des lois qui dépassent le cadre technique pour toucher à l'essence même de l'État. L'adoption définitive du texte relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive appartient à cette catégorie. À travers ce vote, intervenu au terme d'un parcours parlementaire conforme aux exigences de la Ve République, le Togo affirme une ambition claire : protéger son économie et sécuriser son avenir.

Le blanchiment de capitaux n'est pas une abstraction juridique. C'est le mécanisme invisible qui permet aux fruits du crime de s'infiltrer dans les circuits légaux, de corrompre les marchés, de fausser la concurrence et d'étouffer les initiatives honnêtes. Il nourrit les réseaux criminels, alimente le terrorisme et affaiblit la confiance, cette matière première indispensable à toute économie moderne. Lorsqu'un pays laisse prospérer les flux illicites, il compromet ses investissements, son attractivité et, à terme, sa stabilité.

En adoptant ce texte, le législateur togolais envoie un signal fort : la République ne sera ni complaisante ni vulnérable face à l'argent sale. La modernisation du cadre juridique, le renforcement des mécanismes de surveillance, l'intensification des obligations de vigilance et l'amélioration des procédures de gel des avoirs constituent des avancées substantielles. Elles traduisent une volonté d'anticiper plutôt que de subir.

Au-delà de la technique, cette réforme s'inscrit dans une vision politique plus large portée par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, articulée autour de la protection, du rassemblement et de la transformation. Protéger les citoyens contre les menaces diffuses que représentent les réseaux financiers criminels. Rassembler les institutions et les acteurs économiques autour d'un même impératif de transparence. Transformer l'appareil d'État pour le rendre plus efficace, plus crédible et plus aligné sur les standards internationaux.

Il faut également saluer la qualité du débat parlementaire et la convergence des deux chambres, sous la conduite notamment du Président de l'Assemblée nationale, Selom Komi Klassou. Dans un contexte mondial marqué par la sophistication croissante des circuits financiers illicites, cette cohésion institutionnelle est un atout.

Mais une loi, aussi ambitieuse soit-elle, ne vaut que par sa mise en œuvre. Le défi commence maintenant. Les institutions de contrôle devront disposer des moyens humains, techniques et financiers à la hauteur des exigences du texte. Les entités assujetties – banques, établissements financiers, professions réglementées – devront intégrer pleinement la culture du risque et de la vigilance. La coopération entre services nationaux et partenaires internationaux devra être constante et proactive.

Car la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme n'est pas un combat ponctuel ; c'est un engagement permanent. Les réseaux criminels s'adaptent, innovent, exploitent les failles. L'État doit, lui aussi, rester agile et déterminé.

Cette réforme est également un message adressé aux investisseurs et aux partenaires du Togo. Elle renforce la crédibilité du pays, consolide la confiance et protège les ressources destinées au développement. En fermant la porte aux flux illicites, le Togo ouvre plus largement celle d'une croissance saine et durable.

Au fond, il s'agit d'un choix de société. Choisir la transparence plutôt que l'opacité. La légalité plutôt que la complaisance. La stabilité plutôt que le chaos silencieux des économies parallèles.

En érigeant un nouveau rempart contre l'économie de l'ombre, le Togo affirme que la sécurité et la stabilité ne sont pas des slogans, mais des conditions préalables à tout progrès. La loi est votée. Il appartient désormais à tous – institutions, acteurs économiques et citoyens – de faire vivre cet engagement.

M.T

Image du jour

Conseils Voyageurs

Que vous soyez en provenance ou à destination du Togo, il est obligatoire de remplir le formulaire d'immigration en ligne avant votre voyage

www.voyage.gouv.tg

AÉROPORT INTERNATIONAL GNASSINGBÉ EYADÉMA

Vous accueillir autrement...

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes. ● Source : tresor.economie.gouv.fr

Guerre au Moyen-Orient

L'UEMOA s'active pour anticiper les chocs

La Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a décidé de mettre en place un comité de veille pour anticiper les répercussions économiques et sociales de la guerre déclenchée le 28 février 2026 au Moyen-Orient.

• Joël Yanclo

La Commission de l'UEMOA a convoqué, le 3 mars 2026 à Ouagadougou, une réunion d'urgence consacrée aux conséquences de la guerre au Moyen-Orient. La rencontre, présidée par Abdoulaye Diop, président de la Commission, a rassemblé l'ensemble du collège des commissaires. Au centre des discussions : les impacts économiques et sociaux potentiels de l'escalade militaire déclenchée le 28 février 2026, ainsi que ses implications géopolitiques à l'échelle régionale et internationale. À l'issue des échanges, un Comité de veille et de suivi ad hoc a été mis en place pour assurer un suivi rapproché de l'évolution de la situation. Cette décision intervient alors que les premières secousses sont déjà perceptibles sur les marchés mondiaux, notamment en matière d'énergie et de transport maritime. Pour les pays membres de l'Union, fortement dépendants des importations de produits pétroliers et exposés aux fluctuations des prix internationaux, l'enjeu est d'anticiper les effets d'un éventuel choc prolongé. La guerre a éclaté le samedi 28



février, lorsque les États-Unis et Israël ont lancé des frappes contre l'Iran. Téhéran a riposté par des tirs de missiles et de drones visant des cibles en Israël ainsi que des bases américaines situées dans les monarchies du Golfe. Les autorités iraniennes ont confirmé la mort du guide suprême, Ali Khamenei, dans les frappes. Face à cette escalade, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a exprimé, dans un communiqué publié le 1er mars, sa « pro-

fonde préoccupation face à l'escalade des hostilités dans la région du Golfe ». L'organisation a averti que les frappes américaines et israéliennes contre l'Iran risquent d'aggraver l'instabilité au Moyen-Orient et d'avoir de graves conséquences pour la paix et la sécurité internationales.

Des risques majeurs pour l'énergie et les chaînes d'approvisionnement

Pour l'UEMOA, l'enjeu dé-

passe le seul cadre diplomatique. Les huit États membres pourraient être confrontés à des effets en cascade sur les marchés de l'énergie, le commerce international et les chaînes d'approvisionnement alimentaire. La CEDEAO souligne déjà que ce conflit comporte de « graves conséquences pour les marchés mondiaux de l'énergie, le commerce et les chaînes d'approvisionnement alimentaire, en particulier pour l'Afrique et d'autres régions vulnérables ». Une flambée durable des prix du pétrole aurait un impact immédiat sur les finances publiques, les coûts du transport et l'inflation dans l'espace communautaire. Les économies de l'Union, engagées dans des programmes de consolidation budgétaire et de relance post-crisis, pourraient voir leurs équilibres fragilisés. La hausse des coûts

d'importation énergétiques se répercuterait sur les prix des denrées alimentaires et des biens de consommation, accentuant la pression sur le pouvoir d'achat des ménages. Au plan géopolitique, l'escalade au Moyen-Orient pourrait également perturber les flux commerciaux internationaux, notamment en cas de tensions prolongées dans les zones stratégiques de transit maritime. Pour des économies dépendantes des importations de céréales, d'intrants agricoles et de produits énergétiques, la vulnérabilité est réelle. La mise en place d'un comité de veille traduit ainsi une approche proactive : analyser en continu les évolutions, formuler des recommandations rapides et coordonner les réponses au niveau communautaire afin d'atténuer les impacts éventuels.

Contexte international sous haute tension

La crise actuelle s'inscrit dans un contexte international déjà marqué par des tensions géopolitiques persistantes et des incertitudes économiques. Les États-Unis et Israël ont justifié leurs frappes par des impératifs de sécurité, tandis que l'Iran a promis une riposte proportionnée. L'embrasement rapide de la région fait craindre un élargissement du conflit. Dans son communiqué, la CEDEAO a appelé à « la retenue maximale » et exhorté les protagonistes à agir en conformité avec la Charte des Nations Unies et le droit international. L'organisation régionale a plaidé pour une solution diplomatique afin de réduire les tensions et restaurer la stabilité. Pour l'UEMOA, l'objectif est de préserver la stabilité macroéconomique et sociale de l'Union face à un choc exogène potentiellement durable. En enclenchant dès les premiers jours un mécanisme de veille, la Commission entend démontrer sa capacité d'anticipation et de coordination. Alors que les marchés mondiaux réagissent déjà à l'escalade militaire, l'Afrique de l'Ouest se prépare à affronter les répercussions d'un conflit lointain mais aux effets globaux. Entre vigilance économique et appel à la diplomatie, l'UEMOA et la CEDEAO cherchent à protéger leurs économies tout en réaffirmant leur attachement à la paix et à la stabilité internationale.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Prévention et sécurité au Nord

Le Togo et la Banque mondiale renforcent leur coordination

Le gouvernement togolais et le Groupe de la Banque mondiale ont fait le point, le 2 mars à Lomé, sur les actions de prévention et de résilience dans les régions septentrionales. Objectif : ajuster les priorités en vue du prochain cycle de financement IDA21.

● Hélène Martelot

La ministre, secrétaire générale de la Présidence du Conseil, Sandra Ablamba Johnson, a reçu en audience une délégation du Groupe de la Banque mondiale conduite par Marie-Chantal Uwanyiligira, directrice de division pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo. Au cœur des échanges : la prévention des risques, le renforcement de la résilience des communautés et l'amélioration de la sécurité, en particulier dans les régions du nord du pays confrontées à des pressions sécuritaires persistantes. Les discussions ont permis d'examiner plusieurs dispositifs mis en œuvre ces dernières années par le gouvernement togolais, notamment le Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV), l'opération Koundjoaré et le Programme d'urgence de renforcement de la résilience et de la sécurité des communautés (PURS), désormais étendu à l'ensemble du territoire national. Un point d'étape a également été consacré au premier cycle de l'Allocation pour la Prévention et la Résilience (PRA – IDA20), arrivé à son terme. Cette évaluation participative a permis d'identifier les acquis, les défis persistants et les axes d'amélioration en vue du prochain cycle, IDA21. À l'issue de la rencontre, Sandra Ablamba Johnson a salué « la qualité du partenariat stratégique entre le Togo et le Groupe de la Banque mondiale » et réaffirmé la détermination du gouvernement à consolider les acquis pour accélérer la résilience communautaire au service d'une prévention durable.



Capitaliser sur les acquis pour mieux cibler l'IDA21

Au-delà du bilan technique, cette réunion traduit une volonté commune d'ajuster la stratégie d'intervention aux réalités du terrain. Les régions septentrionales du Togo, exposées à des menaces sécuritaires transfrontalières, nécessitent des réponses intégrées combinant sécurité, développement socio-économique et cohésion sociale. L'Allocation pour la Prévention et la Résilience (PRA-IDA20) a constitué un levier important pour financer des initiatives multisectorielles dans les zones fragiles. Toutefois, l'enjeu du prochain cycle IDA21 sera d'affiner le ciblage des interventions, d'améliorer la coordination interinstitutionnelle et de renforcer l'impact mesurable des projets sur les communautés. Depuis 2022, le Groupe de la Banque mondiale accompagne le Togo à travers plusieurs mécanismes spécifiques, notamment le Programme de résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP-Togo) et le PURS. Ces programmes visent à stabiliser les zones vulnérables en soutenant la sécurité alimentaire, l'accès aux services sociaux de base et les opportunités économiques locales. L'approche adoptée repose sur un principe central : la résilience

communautaire comme pilier d'une prévention durable. En renforçant les capacités locales, en créant des opportunités d'emploi et en améliorant l'accès aux services essentiels, les autorités entendent réduire les facteurs de vulnérabilité susceptibles d'alimenter l'extrémisme violent.

Un portefeuille conséquent au service du développement

Le partenariat entre le Togo et la Banque mondiale s'inscrit dans une coopération de long terme. À ce jour, le portefeuille actif de l'institution au Togo s'élève à 1,49 milliard de dollars, répartis sur 18 opérations, dont 10 projets nationaux et 8 projets régionaux. Cette enveloppe couvre divers secteurs stratégiques : agriculture, infrastructures, protection sociale, éducation, gouvernance et résilience climatique. Dans le contexte sécuritaire actuel, une attention particulière est accordée aux régions du nord, où la consolidation de la paix passe par des investissements structurants et inclusifs. La rencontre du 2 mars marque ainsi une étape importante dans l'ajustement des priorités entre le gouvernement togolais et son partenaire financier.



Togo–Turquie

Une délégation d'investisseurs turcs attendue à Lomé

Le Togo s'appête à accueillir, en mai 2026 à Lomé, une délégation de chefs d'entreprise turcs conduite par des membres du Conseil turc des relations économiques extérieures (DEIK). Cette mission économique vise à consolider les partenariats avec le secteur privé togolais et à stimuler davantage les flux commerciaux entre les deux pays.

L'annonce a été faite la semaine dernière par Coami Laurent Tamegnon, président du Conseil national des employeurs du Togo (CNP-Togo). Elle intervient dans le prolongement d'une récente mission économique turque au Togo, marquée par la participation de 17 entreprises actives dans les infrastructures, le tourisme, l'agriculture et les technologies, lors d'un forum d'affaires organisé à Aného. La prochaine rencontre devrait permettre d'approfondir les discussions engagées et de transformer les premiers contacts en projets concrets. Elle s'inscrit également dans la continuité du 14e Forum mondial de la coopération industrielle (WCI), tenu en février dernier à Istanbul, auquel le CNP-Togo avait pris part. Cette dynamique s'opère

dans un contexte de rapprochement économique accru entre Lomé et Ankara. Parmi les projets structurants à l'étude figure la mise en place d'un corridor logistique direct reliant le port de Lomé à celui de Mersin, en Turquie, afin de fluidifier les échanges et réduire les coûts de transport. Les relations

commerciales entre les deux pays affichent d'ailleurs une progression soutenue. Selon les données officielles, le volume des échanges est passé de 128 millions de dollars en 2021 à plus du double en 2025, traduisant un intérêt croissant des milieux d'affaires turcs pour le marché togolais.



PURS

Un nouveau plan pour renforcer la résilience des déplacés

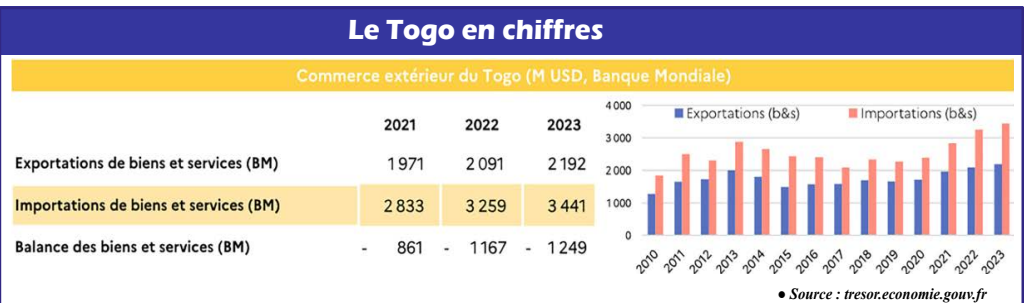
Au Togo, la mise en œuvre du Programme d'urgence pour la région des Savanes (PURS) se poursuit. Un nouveau plan d'action couvrant la période 2026-2027 et destiné à coordonner efficacement les interventions, a été lancé le mercredi 25 février à Lomé.

Concrètement, le nouvel outil vise à répondre aux besoins de 433.758 personnes sur la période définie, avec un budget estimé à 18 milliards FCFA. Il porte sur la protection contre les violences basées sur le genre et les risques sécuritaires, la fourniture d'abris décentes pour les ménages déplacés vivant au sein des communautés hôtes, ainsi que l'amélioration de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement. « La réussite de ce plan dépendra de notre capacité à travailler ensemble, à dépasser les logiques sectorielles et à placer les communautés au cœur de nos interventions », a indiqué le général Dadjia Maganawé, coordonnateur national du PURS. De son côté, la coordinatrice résidente du Système des Nations Unies au Togo, Coumba Sow, a salué les efforts du Togo pour une réponse inclusive et centrée sur les populations. « Le Togo

a fait le choix de la dignité, de la cohésion sociale, de l'inclusion et de la solidarité, en privilégiant la politique dite « hors-camp » où les réfugiés vivent au sein des communautés hôtes. Nous sommes conscients que ce choix génère une pression sans précédent sur les infrastructures sociales et les ressources locales déjà limitées. Je réaffirme le soutien

plein et entier des partenaires techniques et financiers à la coordination générale du PURS et à l'ensemble du gouvernement ». Pour rappel, le PURS, en déploiement depuis quelques années par le gouvernement, vise à renforcer la résilience des populations de la région septentrionale du pays, confrontées à la menace sécuritaire.

(Togo Officiel)



Réunion ordinaire du Comité de Politique Monétaire de la BCEAO tenue le 4 mars 2026

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest a décidé, à l'issue de sa réunion tenue le 4 mars 2026, de baisser de 25 points de base les taux directeurs de la Banque Centrale, à compter du 16 mars 2026. Ainsi, le principal taux directeur auquel la Banque Centrale prête ses ressources aux banques passe de 3,25% à 3,00%, et le taux d'intérêt sur le guichet de prêt marginal de 5,25% à 5,00%. Le Comité a également décidé de maintenir à 3,0%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux établissements assujettis de l'Union.

La baisse des taux directeurs devrait contribuer à consolider l'assouplissement des conditions de financement de l'activité économique au sein de l'UEMOA.

Ces décisions résultent de l'analyse de la conjoncture internationale, de l'évolution des prix, de l'activité économique et de la situation extérieure de l'Union ainsi que des risques à court terme.

Les prix à la consommation ont poursuivi leur baisse au quatrième trimestre 2025, le taux d'inflation s'établissant à -0,8%, après -1,4% le trimestre précédent. Cette évolution s'explique principalement par le recul des prix des produits alimentaires, favorisé par une bonne disponibilité des produits vivriers locaux, et la diminution des coûts des principaux produits alimentaires importés.

En perspective, le taux d'inflation devrait remonter progressivement à 1,4% en 2026 après un niveau nul sur l'ensemble de l'année 2025. Cependant, la résurgence des tensions géopolitiques et leurs effets potentiels pourraient induire une inflation plus élevée.

Le taux de croissance économique de l'Union en 2025 est ressorti à 6,7%, après 6,2% en 2024. Ce taux a bénéficié des résultats favorables de la campagne agricole et du secteur des services ainsi que de ceux des industries extractives et manufacturières. Les perspectives de croissance pour l'Union demeurent globalement favorables, avec une



progression du PIB réel qui s'établirait à 6,4% en 2026. Cette évolution serait soutenue par une demande intérieure robuste et la bonne tenue des productions extractives et agricoles.

Les crédits à l'économie ont augmenté de 5,6% en 2025 après 4,5% en 2024.

Les échanges extérieurs de l'Union se sont améliorés au cours de la période récente, en lien avec la hausse des exportations des produits pétroliers, d'or et de cacao ainsi que la réduction des coûts des produits alimentaires et énergétiques importés. La mobilisation de ressources extérieures par les États membres a également renforcé cette tendance.

Le Comité de Politique Monétaire continuera d'accorder une vigilance particulière aux risques pesant sur l'évolution des prix. Il prendra, si nécessaire, les mesures idoines pour assurer la stabilité monétaire et financière de l'Union.

Fait à Dakar, le 04 mars 2026

**Le Président,
Jean-Claude Kassi BROU**



Intelligence artificielle

Google lance la 10^e cohorte de son Accelerator Africa

Le géant technologique Google ouvre les candidatures pour la 10^e cohorte de son programme Google for Startups Accelerator Africa. Cette édition « AI First » cible les start-up africaines en série A développant des solutions d'intelligence artificielle à fort potentiel de croissance.

● **Vivien Atakpabem**

Les start-up africaines en phase de croissance peuvent désormais candidater à la 10^e édition du Google for Startups Accelerator Africa, un programme hybride de 12 semaines centré sur l'intelligence artificielle (IA) et l'apprentissage automatique. Baptisé « AI First », ce parcours s'adresse aux entreprises en série A basées en Afrique ou développant des produits axés sur le continent. L'objectif est clair : accompagner des start-up ayant déjà démontré une traction significative, disposant de produits évolutifs et opérant sur des marchés clairement identifiés. Les secteurs visés couvrent notamment la fintech, la santé, l'agriculture, la logistique et les logiciels d'entreprise. Autant de domaines où l'IA peut transformer les modèles économiques et améliorer l'efficacité opérationnelle. Les entreprises sélectionnées bénéficieront d'un accompagnement stratégique sans prise de participation, d'un accès à l'expertise technique de Google, à ses outils d'IA



et à ses ressources produits. Le programme prévoit également des crédits cloud, un mentorat assuré par des spécialistes expérimentés de l'intelligence artificielle et une mise en réseau avec des fondateurs, ingénieurs et investisseurs internationaux. Le format hybride combine des sessions virtuelles et des rencontres en présentiel, permettant aux fondateurs de travailler directement avec les ingénieurs et chefs de produits de Google. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 18 mars.

Renforcer la compétitivité technologique

À travers cette 10^e cohorte, Google confirme son ambition d'accompagner l'essor d'un écosystème technologique africain plus robuste et tourné vers l'innovation de pointe. L'accès à une expertise technique de haut niveau

et à des infrastructures performantes constitue en effet un enjeu crucial pour les entreprises en série A, à un stade où la croissance rapide nécessite des choix technologiques structurants. Pour les start-up africaines, l'intégration de l'IA représente à la fois une opportunité et un défi. Si le potentiel est considérable — optimisation des services financiers, amélioration des diagnostics médicaux, modernisation des chaînes logistiques ou agricoles —, la maîtrise des technologies, la sécurisation des données et la crédibilité auprès des investisseurs restent déterminantes. En mettant l'accent sur des entreprises dotées d'un modèle de croissance défendable et d'un marché total adressable clair, l'accélérateur cherche à maximiser l'impact. L'enjeu ne se limite pas à l'innovation technologique : il s'agit également d'accroître les revenus, de renforcer la confiance des investisseurs et de consolider des entreprises durables capables de rivaliser à l'échelle internationale.

Nigeria

100 millions \$ de la BERD pour renforcer le réseau de fibre optique

Dévoilé en mars 2025, le projet BRIDGE vise à combler la fracture numérique au Nigeria en offrant un accès élargi et abordable au haut débit pour les communautés jusque-là privées ou mal desservies.

Le Nigeria recevra un investissement de 100 millions de dollars de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) pour financer le projet Building Resilient Digital Infrastructure for Growth (BRIDGE), un vaste programme d'expansion de la fibre optique. Le ministre nigérian des Communications, de l'Innovation et de l'Économie numérique, Bosun Tijani (photo), a confirmé cette information mercredi 25 février via son compte X. Il a précisé que cette enveloppe fait suite à une tournée d'investissement de deux semaines dans six pays, destinée à nouer des partenariats stratégiques. Cet investissement intervient après l'approbation par la Banque mondiale d'un financement de 500 millions de dollars pour le même projet. Lancé par le gouvernement nigérian en mars 2025, BRIDGE vise à combler la fracture numérique du pays en garantissant un accès élar-



gi et abordable au haut débit pour les populations non desservies ou mal couvertes. Il prévoit le déploiement de plus de 90 000 kilomètres de câble à fibre optique, portant le réseau national de 35 000 à 125 000 kilomètres. D'un coût global estimé à 2 milliards de dollars, l'initiative sera financée par des investisseurs privés, avec l'appui de la Banque africaine de développement (BAD), de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Banque islamique de développement (BID). Avec ce projet, le gouvernement ambitionne d'améliorer subs-

tantiellement « la vitesse et la fiabilité d'Internet, avec une augmentation du taux de pénétration d'Internet à plus de 70 %, permettant à des millions de foyers, d'entreprises, d'écoles et d'hôpitaux d'y accéder ». Le programme devrait également générer 20 000 emplois directs et plus de 150 000 emplois indirects, tout en soutenant la croissance de l'économie numérique nigérienne. Selon les projections, il pourrait entraîner une augmentation du PIB par habitant de 1,5 %, portant le PIB du Nigeria de 472,62 milliards de dollars à environ 502 milliards de dollars en quatre ans. Outre cet investissement de la BERD, M. Tijani a indiqué que l'Union européenne compte engager 45 millions d'euros (53 millions \$) pour l'économie numérique, comprenant 22 millions d'euros pour le projet BRIDGE, 18 millions pour les services publics numériques et 5 millions pour le programme 3MTT Nigeria.

Avec Agence Ecofin

FANAF

Atlantique Assurance Vie remporte le Prix de l'Innovation Produit d'Assurance Vie Santé Retraite

Atlantique Assurance Vie, filiale du Groupe panafricain Banque Centrale Populaire (BCP), a remporté le Prix de l'Innovation Produit d'Assurance Vie Santé Retraite pour son offre « Épargne Santé Retraite », à l'occasion de la 50^e Assemblée Générale de la Fédération des Sociétés d'Assurances de Droit National Africaines (FANAF), qui s'est tenue du 9 au 11 février 2026 à Abidjan.

Cette distinction majeure salue la capacité d'innovation de la compagnie ainsi que son engagement dans le développement de solutions adaptées aux enjeux croissants en matière de protection sociale en Côte d'Ivoire. Attribuée dans le cadre des Trophées de l'Assurance, cette récompense distingue une solution innovante conçue pour sécuriser durablement la couverture des dépenses de santé des retraités. L'offre « Épargne Santé Retraite » propose un dispositif intégré combinant, au sein d'un même contrat, une solution d'épargne progressive, un mécanisme de génération de revenus à la retraite et une affectation spécifique de la rente au financement des dépenses de santé. En apportant une réponse structurée au risque santé des seniors, encore insuffisamment couvert par les dispositifs traditionnels, « Épargne Santé Retraite » contribue au renforcement de la résilience financière des populations.

« Cette reconnaissance confirme notre engagement d'innover durablement pour accompagner les mutations profondes de nos sociétés. Elle illustre également notre capacité à anticiper les évolutions démographiques et sociales, en développant des solutions adaptées aux nouveaux besoins de protection des populations », a déclaré Mme Estelle Tagnongoh TRAORÉ, Directrice Générale d'Atlantique Assurance Vie.



Le Groupe BCP de déployer une offre intégrée et responsable, créatrice de valeur durable et contributive au développement économique et social de ses marchés.

À propos de Atlantique Assurance Vie

Filiale du Groupe panafricain Banque Centrale Populaire (BCP), Atlantique Assurance Vie est un acteur majeur du marché ivoirien de l'assurance vie. Spécialisée en capitalisation et prévoyance, elle conçoit des solutions innovantes, adaptées aux besoins des particuliers et des professionnels. S'appuyant sur un réseau solide, notamment Banque Atlantique et les filiales spécialisées du Groupe Atlantique Finance et Atlantic Asset Manage-

ment, Atlantique Assurance Vie garantit à ses clients une couverture optimale, un accompagnement de proximité et des services à forte valeur ajoutée.

À propos du Groupe BCP

Porteur de valeurs de solidarité et d'innovation, le Groupe panafricain BCP est l'une des premières institutions bancaires du Maroc où il est le premier collecteur de l'épargne et pilier du financement de l'économie. Le Groupe BCP est présent dans 32 pays dans le monde, dont 18 en Afrique. Modèle de stabilité financière et de croissance internationale, le Groupe BCP déploie ses activités notamment dans les espaces CEDEAO et CEMAC ainsi que dans la zone Océan Indien, via ses banques universelles, banque d'affaires, compagnies d'assurance et fintechs, renforçant ainsi son empreinte sur le continent.

(ATLANTIQUE ASSURANCE VIE)

Economie

Le Ghana veut porter ses réserves à 15 mois de couverture des importations

Le Parlement ghanéen a adopté une politique nationale visant à accélérer la constitution de réserves extérieures et préserver la stabilité économique à long terme. Cette décision intervient alors que le cedi s'est apprécié de plus de 40,7 % par rapport au dollar américain en 2025.

Le Ghana ambitionne de porter les réserves internationales du pays à l'équivalent de 15 mois de couverture d'importations d'ici 2028 dans le cadre d'une nouvelle politique dénommée Ghana Accelerated National Reserve Accumulation Policy (GANRAP). Selon le communiqué du ministère des Finances, publié le vendredi 27 février, la GANRAP a été adoptée par le Parlement, et vise à renforcer les réserves financières du pays et à protéger l'économie contre les chocs



futurs. Elle constitue le premier cadre national, spécialement conçu pour accélérer la constitution de réserves extérieures et préserver la stabilité économique à long terme. « L'objectif est de renforcer considérablement la position extérieure du pays, d'améliorer la stabilité macroéconomique, de consolider la confiance des investisseurs

et d'accroître la résilience du taux de change », précise le communiqué. Cette politique, adossée à l'or et axée sur les réformes, permettra également de renforcer la résilience face aux turbulences économiques mondiales. Selon Cassiel Ato Forson (photo), ministre ghanéen des Finances, « la nouvelle politique marque un changement décisif par rapport à la dépendance à l'égard d'emprunts coûteux et de mesures d'accumulation de réserves à court terme ».

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mercredi 4 mars 2026

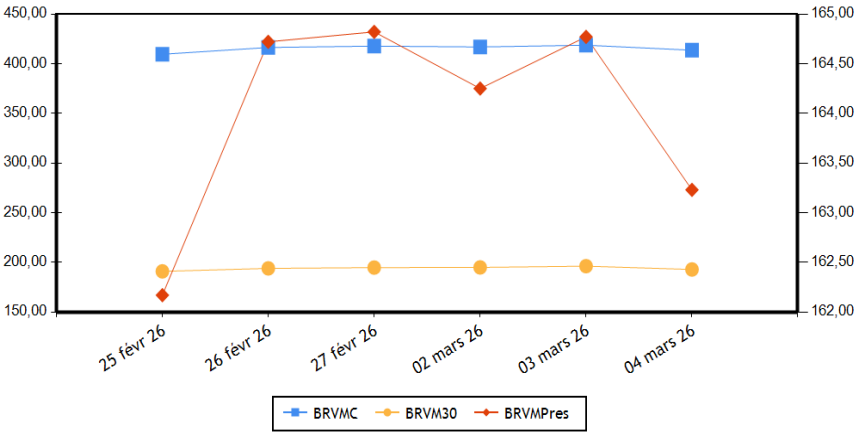
N° 44

BRVM COMPOSITE	413,56
Variation Jour	-1,21 %
Variation annuelle	19,61 %

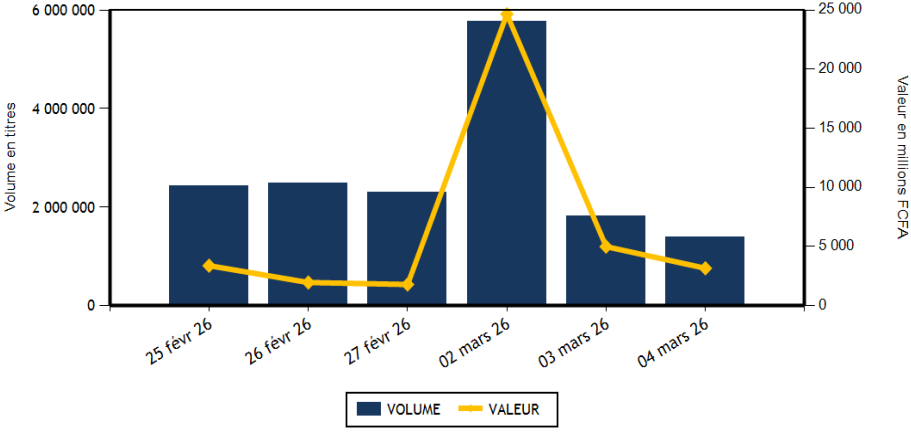
BRVM 30	192,89
Variation Jour	-1,71 %
Variation annuelle	16,03 %

BRVM PRESTIGE	163,23
Variation Jour	-0,93 %
Variation annuelle	13,16 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	15 944 963 515 552	-1,21 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 363 415	-2,73 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	3 010 289 145	40,64 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	18	-21,74 %
Nombre de titres en baisse	26	23,81 %
Nombre de titres inchangés	3	0,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 406 518 434 465	-0,03 %
Volume échangé	21 812	-94,69 %
Valeur transigée (FCFA)	153 043 377	-94,64 %
Nombre de titres transigés	12	20,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	5	66,67 %
Nombre de titres inchangés	6	0,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
VIVO ENERGY CI (SHEC)	2 510	7,49 %	73,70 %
UNILEVER CI (UNLC)	73 995	5,71 %	116,20 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	3 440	4,24 %	37,60 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 500	2,49 %	45,83 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	16 475	1,70 %	2,97 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	40 840	-7,50 %	41,31 %
SAFCA CI (SAFC)	4 965	-7,46 %	50,23 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 500	-6,89 %	58,23 %
SICOR CI (SICC)	4 000	-6,76 %	21,21 %
UNIWAX CI (UNXC)	1 995	-6,56 %	42,50 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	163,23	-0,93 %	13,16 %	97 269	1 810 454 780	12,31
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	286,52	-1,10 %	31,64 %	1 266 146	1 199 834 365	16,93

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	159,25	-1,22 %	19,61 %	1 363 415	3 010 289 145	13,87

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	104,17	-1,95 %	9,77 %	18 844	385 524 145	10,21
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	206,05	-0,65 %	19,09 %	56 611	137 335 175	72,09
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	173,66	-1,14 %	19,06 %	1 139 944	1 808 391 345	10,84
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	294,68	-0,66 %	36,38 %	21 081	275 939 500	13,77
BRVM - INDUSTRIELS	6	197,71	-4,15 %	49,41 %	60 906	141 693 500	18,35
BRVM - ENERGIE	4	161,65	3,22 %	45,75 %	47 057	135 088 215	20,76
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	150,98	-0,53 %	42,57 %	18 972	126 317 265	18,69

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,87
Taux de rendement moyen du marché	6,39
Taux de rentabilité moyen du marché	6,60
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	182
Volume moyen annuel par séance	2 416 300,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 431 191 456,12

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	23,96
Ratio moyen de satisfaction	56,93
Ratio moyen de tendance	237,62
Ratio moyen de couverture	42,08
Taux de rotation moyen du marché	0,12
Prime de risque du marché	1,46
Nombre de SGI participantes	34

Souveraineté européenne

Starlink, objet de toutes les passions et contradictions à Barcelone

L'entreprise d'Elon Musk était invitée en majesté au Mobile World Congress cette semaine pour présenter son futur service Starlink Mobile. Deutsche Telekom a déjà succombé à cette constellation américaine, tout en défendant haut et fort la souveraineté européenne.

C'est un véritable tapis rouge qui a été déroulé à Starlink au Mobile World Congress de Barcelone cette année. Le salon de la téléphonie mobile, organisé par le GSMA, qui regroupe les opérateurs et acteurs de la filière du monde entier, avait programmé une keynote en majesté dès le premier matin de l'événement, ce lundi 2 mars. Pas une prise de parole à distance d'Elon Musk comme ce fut le cas en 2021. Mais une intervention sans débat et sur scène de Gwynne Shotwell, la présidente de SpaceX, et Michael Nicolls, le vice-président de Starlink, venus annoncer en quoi consisterait leur service baptisé Starlink mobile, qui devrait être disponible mi-2027. Starlink dispose tient aussi un stand sur le salon du MWC mais il n'est pas accessible aux visiteurs librement. (Crédits : La Tribune)

Starlink vise 25 millions d'utilisateurs actifs fin 2026

Car les pires supputations circulaient à ce sujet depuis que la marque avait été déposée l'année dernière aux États-Unis, laissant augurer que Starlink allait lancer un opérateur mobile basé sur le réseau satellitaire et en confrontation directe avec les opérateurs télécom. Ce n'est pas le cas, en tous cas pas encore, sachant que le géant américain compte passer de



10 millions d'utilisateurs actifs mensuels actuellement à 25 millions d'ici à la fin de l'année 2026. Il s'agit de déployer la seconde génération de son service Direct-to-Cell qui permet de connecter directement les smartphones «ordinaires et non modifiés» à la constellation Starlink. Le duo a tout fait pour rassurer les opérateurs télécom, rappelant les 35 partenariats déjà existants dans le monde au Costa Rica, en Nouvelle-Zélande, au Chili ou au Canada. «Les réseaux satellitaires sont complémentaires aux réseaux terrestres. Ils ne peuvent pas offrir la même densité de données, mais ils peuvent les renforcer dans les zones non couvertes ou lorsque les réseaux terrestres ont besoin de capacités supplémentaires», a ainsi déclaré le vice-président de Starlink. Dans la foulée de cette conférence, l'Allemand Deutsche Telekom a annoncé avoir signé le premier avec ce service Starlink Mobile de deuxième génération qui sera accessible pour ses clients début 2028 dans 10 pays.

Les grandes déclarations de souveraineté

Des choix contradictoires avec les grandes déclarations de souveraineté dont font étalage Deutsche Telekom et Orange. Et cela, même si Orange a choisi d'autres partenaires pour faire du direct-to-device dans ses autres entités, annonçant notamment à Barcelone avoir signé avec AST SpaceMobile, également américain, en plus de son accord déjà opérationnel avec Skylo en France. La directrice générale de l'opérateur, Christel Heydemann, nous déclarait, par ailleurs il y a peu, que Starlink était un vrai concurrent pour l'entreprise sur l'accès à Internet fixe. Dans un mélange des genres étonnant après la keynote de SpaceX, le GSMA avait prévu le jour même une table ronde sur le renforcement de la souveraineté technologique européenne. Le charismatique patron de Deutsche Telekom Timotheus Hötting y a tapé du poing sur la table pour demander une réglementation bruxelloise plus souple et favorisant davantage les investissements, clef de la souveraineté selon lui.

Avec latribune.fr

Société générale

La forte hausse de salaire du directeur général fait bondir les syndicats

Le conseil d'administration de Société générale propose une hausse de 45 % de la rémunération de son patron, Slawomir Krupa, à 2,4 millions d'euros par an à partir de 2026, en raison d'«une performance exceptionnelle» du groupe depuis son arrivée.

La possible envolée du salaire de Slawomir Krupa provoque «l'incompréhension» des syndicats à la Société générale, après que le conseil d'administration a proposé une hausse de 45 % de la rémunération de son directeur général, à 2,4 millions d'euros par an dès 2026. «Sur proposition du comité des rémunérations, la rémunération fixe annuelle de Slawomir Krupa en qualité de directeur général, fixée à 1,65 million d'euros depuis sa nomination par le conseil d'administration du 23 mai 2023, serait portée à 2,4 millions d'euros à compter du 1^{er} janvier», selon un document sur le site de la banque, révélé vendredi par L'Agefi et Les Échos. La rémunération fixe n'est qu'un élément puisque le dirigeant bénéficie également d'une part variable dont le montant annuel peut atteindre, au maximum, 140 % de la rémunération fixe, rappelle le conseil d'administration réuni le 25 février. La nouvelle rémunération du directeur général sera soumise au vote lors de l'assemblée générale le 27 mai.

« Une performance exceptionnelle »

Cette proposition est « en décalage total avec les arguments exprimés par la direc-



tion durant les NAO [négociations salariales annuelles obligatoires] », a réagi le délégué national de la CFTC, Jean-Benoît Robitaille, après des Échos, tandis que la proposition est jugée « honteuse » par la déléguée nationale de la CFDT, Johanna Delestré. Pour justifier cette envolée de la rémunération fixe, le conseil d'administration évoque «une performance exceptionnelle de la banque depuis la nomination du directeur général et très supérieure aux attentes», toujours selon ce document. Et de citer «le dépassement de toutes les cibles annoncées au marché pour 2025 (croissance des revenus, maîtrise des coûts, coût du risque, rentabilité)», «une progression du cours de l'action de 183 % entre la nomination» de Slawomir Krupa en mai 2023 et le 31 décembre 2025, «l'exécu-

tion réussie du plan de transformation du groupe», etc.

Un bénéfice record

En difficulté en 2023, la banque Société générale s'est redressée depuis l'arrivée de son nouveau directeur général, Slawomir Krupa, et peut désormais se féliciter d'avoir atteint en 2025 des niveaux records de revenus et de bénéfice net. La banque a réalisé un bénéfice net record de 6 milliards d'euros en 2025, en hausse de près de 43 % par rapport à l'an dernier, et son produit net bancaire (PNB), équivalent du chiffre d'affaires pour le secteur, atteint 27,2 milliards d'euros (+1,7 %). D'octobre à décembre, le bénéfice net du groupe s'établit à 1,4 milliard d'euros, en hausse de 36 % par rapport au quatrième trimestre 2024, tandis que le PNB croît de 1,6 % à 6,7 milliards.

(Avec AFP)

Libre circulation, commerce, transports

La Suisse et l'UE signent une série d'accords

Près de 18 textes ont été signés par la Suisse et l'Europe, au terme de négociations entamées en 2014, sur la circulation des personnes, le commerce et les transports.

L'Union européenne et la Suisse ont signé lundi 2 mars à Bruxelles une série d'accords, fruits de longues négociations, qui doivent leur permettre de renforcer leur coopération et de l'étendre à de nouveaux domaines. Pas moins de 18 textes ont été paraphés par le président de la Confédération suisse Guy Parmelin et la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, après de longues négociations démarrées en 2014, mais qui avaient été interrompues en 2021 puis relancées il y a deux ans. «Ces accords constituent, du point de

vue du Conseil fédéral, un ensemble équilibré, pragmatique et mutuellement avantageux, moteur de prospérité, d'emploi et de stabilité. Ils profitent à nos citoyens, nos économies et nos sociétés dans leur ensemble», a estimé le président helvétique, tandis qu'Ursula von der Leyen saluait une «très bonne nouvelle» pour les citoyens européens et suisses.

La libre circulation des personnes, le commerce et les transports

Les accords signés lundi portent notamment sur la libre circulation des per-



sonnes, le commerce et les transports. La Suisse s'est engagée en outre à faire payer aux étudiants de l'UE les mêmes frais de scolarité que les étudiants locaux dans la plupart des universités publiques, et à contribuer à hauteur de 375 millions d'euros

à un fonds de cohésion sociale de l'UE. Les accords instaurent aussi une «zone commune de sécurité alimentaire» harmonisant les règles en la matière et permettront à la Suisse de participer au marché intérieur européen de l'électricité.

Validation préalable au Parlement et par le peuple helvète

Mais ils restent suspendus aux processus classiques de ratification, avec une incertitude notable sur l'issue de la procédure côté suisse. Le gouvernement fédéral devra convaincre le Parlement du bien-fondé de ce renforcement des liens avec l'UE et surtout le peuple, qui aura le dernier mot lors d'une consultation populaire, attendue en 2027. Et les Suisses devront d'ici là se prononcer en juin sur un référendum visant à limiter l'immigration, ce qui pourrait venir compliquer leur mise en œuvre. Interro-

gé sur les conséquences en cas de succès de ce référendum, Guy Parmelin est resté prudent, soulignant que la proposition en question n'exige pas la «dénonciation immédiate de l'accord sur la libre circulation des personnes» conclu avec l'UE. «Il est d'une énorme importance géostratégique, particulièrement dans des périodes comme celle-ci, que l'on travaille tous ensemble en Europe, et je suis par conséquent persuadée que nous aurons des résultats positifs», a assuré de son côté la présidente de la Commission.

(Avec AFP).

Ecosystèmes & économies

Le rôle crucial des plantes médicinales

De la médecine ancienne aux cosmétiques en passant par les produits pharmaceutiques modernes, les plantes médicinales ont un usage varié. Dans un contexte de demande croissante, leur rôle essentiel est le thème de la Journée mondiale de la vie sauvage cette année.

Partout sur Terre, la flore supporte des économies, concourt à la santé humaine et rend possible l'existence de la quasi-totalité des autres formes de vie. C'est particulièrement le cas des plantes médicinales et aromatiques », déclare le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, dans un message. « Les espèces thérapeutiques jouent un rôle essentiel dans la médecine traditionnelle comme dans la médecine moderne. Elles contribuent aux moyens de subsistance de millions de personnes et au bien-être de populations bien plus nombreuses. Les plantes renforcent la biodiversité, stabilisent les sols et représentent des siècles de savoirs et de pratiques de gestion portés par les peuples autochtones et les communautés locales », ajoute-t-il. Les plantes sont essentielles aux écosystèmes et aux économies, renchérit Danna J. Leaman, coprésidente sortante du Groupe



de spécialistes des plantes médicinales de la Commission de la sauvegarde des espèces de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). « Ces quinze dernières années, l'attention s'est portée sur un éventail beaucoup plus large d'organismes dont dépendent non seulement la santé et les moyens de subsistance humains, mais aussi l'ensemble du système de la biodiversité », explique-t-elle à ONU Info.

Efforts de conservation

Pendant des décennies, les efforts de conservation de la faune sauvage se sont concentrés principalement sur les animaux, mais cette perspective s'est progres-

sivement élargie, explique Mme Leaman. « Il est frappant de constater combien de communautés – et pas seulement les cueilleurs ruraux ou les utilisateurs traditionnels, mais aussi l'industrie pharmaceutique – dépendent de médicaments dérivés, d'une manière ou d'une autre, de plantes », souligne-t-elle. Le thème de la Journée mondiale de la vie sauvage met également en lumière un changement important dans les priorités mondiales en matière de conservation, conformément à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), l'accord international qui régit le commerce des espèces sauvages. « À bien des égards, c'est une

affirmation : nous ne nous préoccupons pas uniquement des animaux », déclare Mme Leaman. « La CITES elle-même reconnaît que de nombreuses espèces impliquées dans le commerce international sont des plantes ».

Usages et risques

Des experts du Groupe de spécialistes des plantes médicinales et les Jardins botaniques royaux de Londres ont compilé des bases de données mondiales recensant les espèces et leurs usages. Environ 30 000 espèces végétales sont largement reconnues comme plantes médicinales ou aromatiques, d'après les données publiées et les données commerciales. À l'instar de la biodiversité en général, les plantes médicinales et aromatiques subissent une pression croissante, note Mme Leaman. Des évaluations récentes des plantes médicinales européennes révèlent des menaces liées à l'expansion agricole, aux changements d'affectation des sols et à la récolte non durable des populations de

plantes sauvages. Le changement climatique représente également un risque de plus en plus sérieux, notamment pour les espèces poussant dans des habitats vulnérables tels que les zones humides et les écosystèmes de montagne.

Plante ayurvédique menacée

Une plante illustre à la fois l'importance et la vulnérabilité des espèces médicinales : le nard de Jatamansi, parfois appelé nard des marais, une herbe himalayenne prise depuis longtemps dans les systèmes de médecine traditionnelle, notamment l'Ayurveda. Poussant dans les régions de haute altitude du Népal, de l'Inde et de la Chine, ses racines aromatiques sont récoltées pour la fabrication de préparations médicinales et d'huiles essentielles. La racine étant la partie la plus précieuse, sa récolte entraîne généralement la mort de la plante, rendant une gestion attentive indispensable pour prévenir le déclin de sa population. Classé en danger cri-

tique d'extinction sur la « Liste rouge » des espèces menacées de l'UICN, le nard de Jatamansi fait l'objet d'efforts visant à garantir une récolte durable, en particulier au Népal, où des restrictions commerciales protègent désormais les plantes sauvages. Si ces mesures ont pour but de conserver l'espèce, elles peuvent également affecter les moyens de subsistance ruraux qui dépendent de la récolte de plantes médicinales. Pour remédier à cela, Mme Leaman estime que la démonstration de pratiques de récolte durables pourrait contribuer à concilier conservation et impératifs économiques : « Si la récolte et le commerce des plantes médicinales et aromatiques s'avèrent durables, cela permettrait aux économies locales d'en bénéficier tout en renforçant les incitations à préserver les habitats de ces espèces ».

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Montrez-vous un peu plus prudent cette fois sur le plan financier. En effet, Mercure pourra provoquer des retards dans vos rentrées. Attention également, si vous devez prendre une décision financière importante : vous n'aurez pas les idées très claires, et mieux vaudra attendre un peu.

Taureau

Vos finances en général ne seront pas en mauvaise posture ce jour. Vos dépenses imprévues seront compensées par des rentrées d'argent inattendues. La chance pourrait plus spécialement vous sourire dans les jeux qui requièrent du calcul ou de la réflexion.

Gémeaux

Restez discret sur ce que vous entreprenez et n'hésitez pas à vous lancer, en mesurant bien les risques, dans une spéculation boursière ou immobilière. Vous pourrez réussir une opération spectaculaire qui vous ferait des envieux.

Cancer

Votre équilibre financier sera affecté par les mauvaises combinaisons formées par Pluton. Vous aurez vraiment intérêt à faire attention. Vous serez très probablement mis dans l'obligation de faire face aux conséquences de votre récent comportement pécuniaire. Si vous avez été raisonnable et organisé, vous vous en sortirez sans dommage ; mais tous les natifs qui se sont surendettés ou qui ont oublié de payer factures ou contraventions, vont voir arriver la note !

Lion

Méfiez-vous des dépenses excessives ! Si vous voulez vivre au-dessus de vos moyens, ayez tout de même conscience des conséquences que cela implique. Sinon, vous risquez fort d'en avoir un aperçu bientôt.

Vierge

Avec cette posture de Saturne dans votre Ciel, vous aurez intérêt à vous montrer prudent et économe. Non que votre équilibre budgétaire soit sérieusement menacé ; mais plus vous serez prévoyant et mieux vous vous sortirez au cours des semaines à venir, qui seront par moments chahutées.

Balance En matière d'argent, ne vous laissez pas tenter par des affaires qui font espérer de gros bénéfices mais qui offrent peu de garanties. Refusez catégoriquement de mettre des fonds dans les affaires sur lesquelles vous n'avez pas un droit de regard permanent.

Scorpion

Des coups de chance en argent sont possibles. Mais attention : restez très prudent. La planète qui influence le domaine financier est Neptune. Or, cette planète a souvent une action ambiguë : elle peut porter chance mais peut également provoquer des illusions ou des événements embrouillés.

Sagittaire

Il n'est jamais évident que les cailles puissent tomber toutes rôties dans votre bouche. Vous n'aurez qu'un seul moyen d'améliorer votre situation matérielle présente : cesser de rêver et travailler avec acharnement. Inutile de compter sur un hypothétique coup de chance durant cette journée, car certaines planètes seront là pour vous barrer la route. "Travaillez, prenez de la peine ; c'est le fonds qui manque le moins" (La Fontaine).

Capricorne

Sur le plan financier, efforcez-vous de gérer votre budget avec le maximum de rigueur. Si vous dépensez sans compter à la moindre rentrée d'argent, vous finirez par avoir de sérieux problèmes.

Verseau

C'est un fait : tout le monde a besoin de plus d'argent, et beaucoup cherchent désespérément les moyens de boucler les fins de mois. Mais ce n'est pas une raison pour se lancer dans des combinaisons biscornues et irréalistes. Dans les circonstances actuelles, avec les mauvaises influences de Pluton, vous n'aurez aucune chance de vous en sortir vite et sans efforts ; vous devrez encore continuer à gagner votre pain à la sueur de votre front !

Poisson

Votre intuition sera efficace pour vous aider à dénicher de bonnes affaires. Fiez-vous à elle. D'autre part, laissez-vous porter par les événements au lieu de vous opposer à eux. Vous aurez le vent en poupe aujourd'hui, pécuniairement parlant.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Agoè Assiyé non loin de la Poste

Email : contact@leconomistedutogo.tg

Site web : www.leconomistedutogo.tg

REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE

(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A

(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO

(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE L'URBANISME

MINISTERE DELEGUE CHARGE DES TRAVAUX
PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES

CABINET

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DES TRAVAUX PUBLICS

DIRECTION DE LA CONSTRUCTION ET DE LA
RECONSTRUCTION DES ROUTES

&

PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

Avis d'Appel d'Offres (AAO)

AAO N° : _102_

Maître d'Ouvrage : Ministère Délégué chargé des Travaux Publics et des Infrastructures

Projet : Multinational Togo/Bénin : projet de réhabilitation de la route Lomé -Cotonou (phase 2) et de protection côtière

Nom du Marché : Travaux d'installation de pèse-essieux fixes aux Postes de Contrôle Juxtaposés (PCJ) de Sanvee Condji / Hillacondji à la frontière Bénin/Togo y compris acquisition de deux (02) pèse-essieux fixes

Pays : TOGO

PRET FAT N° : 5900150001101

Méthode de passation de Marché : Appel d'Offres National (AON)

AON N° : _102_/MATU-MDTPI/CAB/SG/DGTP/DCRR&PRMP

Émis le : 02 MARS 2026

1.

Le Gouvernement togolais a reçu un financement de la Banque africaine de développement (BAD) ci-après dénommée la Banque pour financer le projet de réhabilitation de la route Lomé – Cotonou (Phase 2) et de protection côtière, et a l'intention d'utiliser une partie de ce don pour effectuer des paiements au titre du Marché de travaux d'installation de pèse-essieux fixes aux Postes de Contrôle Juxtaposés (PCJ) de Sanvee Condji / Hillacondji à la frontière Bénin/Togo y compris acquisition de deux (02) pèse-essieux fixes.
2.

Le Ministère Délégué chargé des Travaux Publics et des Infrastructures, représenté par la Direction Générale des Travaux Publics, sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir les travaux suivants : **travaux d'installation de pèse-essieux fixes aux Postes de Contrôle Juxtaposés (PCJ) de Sanvee Condji / Hillacondji à la frontière Bénin/Togo y compris acquisition de deux (02) pèse-essieux fixes.**

Description des principales activités :

- travaux de construction d'une cabine de pesage de surface utile de 25 mètres carrés ;
- travaux de réhabilitation de la cabine existante de surface utile de 25 mètres carrés ;
- travaux de scarification de la chaussée existante en béton bitumineux pour la réalisation de la chaussée rigide en béton armé (chaussée rigide sur 700 mètres carrés) pour l'installation de deux pèse-essieux fixes ; et
- fourniture, installation et mise en fonctionnement d'un encastré capable de réaliser des mesures de charge de véhicules (PTC > 3.5 tonnes) en statique et à basse vitesse abrité par la nouvelle cabine à construire et un second système en remplacement de l'existant abrité par la cabine à réhabiliter aux Postes de Contrôle Juxtaposés (PCJ) de Sanvee Condji / Hillacondji à la frontière Bénin/Togo.

Le délai de livraison des ouvrages est de cinq (05) mois et court à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux. Les variantes ne sont pas autorisées.

3.

La procédure sera conduite par mise en concurrence en recourant à un Appel d'Offres Ouvert (AOO) telle que définie dans le Cadre de Passation des Marchés de la Banque, édition 2015, et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Cadre de Passation des Marchés.
4.

Les soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations auprès de la **Direction Générale des Travaux Publics, immeuble du Ministère Délégué chargé des Travaux Publics et des Infrastructures, 4^{ème} étage, porte 407, Tél : (+228) 90 03 02 44 / 90 34 41 38, Email : sergeassimti@yahoo.fr / azangoumewe@yahoo.fr** et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-dessous durant les heures de travail, soit de **08 heures 00 minute T.U à 12 heures 00 minute T.U et de 15 heures 00 minute T.U à 17 heures 00 minute T.U.**

5.

Le Dossier d'Appel d'Offres en français peut être acheté par tout soumissionnaire intéressé en formulant une demande écrite à l'adresse ci-dessous contre un paiement non remboursable de **cent mille (100 000) FCFA** effectué main à main contre un reçu d'achat. La méthode de paiement sera en espèce. Le Dossier d'appel d'offres sera adressé par main à main.
6.

Les offres doivent être remises à l'adresse ci-dessous au plus tard le **...07 AVRIL 2026** à **08 heures 30 minutes T.U.** La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse ci-dessous le même jour à **09 heures 00 minute T.U.**
7.

Les offres doivent être accompagnées d'une garantie de soumission pour un montant de **neuf millions (9 000 000) de FCFA.**
8.

Veillez noter que le Cadre de Passation des Marchés exige que l'Emprunteur divulgue les informations sur les propriétaires effectifs du soumissionnaire attributaire, dans le cadre de l'avis de notification d'attribution de marché, en renseignant le formulaire de divulgation des bénéficiaires effectifs inclus dans le dossier d'appel d'offres.
9.

Les adresses auxquelles il est fait référence ci-dessus sont :

Adresse de consultation et d'achat des DAO

Ministère Délégué chargé des Travaux Publics et des Infrastructures (MDTPI)
Personne Responsable des Marchés Publics
Cellule de Gestion des Marchés Publics
Avenue Sarakawa, Lomé – TOGO
5^{ème} étage, porte 509, Tél : (+228) 22 23 13 28
Email : mtpiprmp@gmail.com

Adresse de dépôt des offres

A l'attention de la Personne Responsable des Marchés Publics
Ministère Délégué chargé des Travaux Publics et des Infrastructures
Avenue Sarakawa, Lomé – TOGO
Bâtiment annexe, 1^{er} étage, porte 06
Tél : (+228) 22 23 13 62 / 22 23 13 25.

Adresse d'ouverture des offres

Ministère Délégué chargé des Travaux Publics et des Infrastructures
Cellule de Gestion des Marchés Publics
Salle de réunion des organes de passation des marchés publics au rez-de-chaussée du bâtiment annexe
Avenue Sarakawa, Lomé-Togo

Le Ministre délégué chargé des travaux
publics et des infrastructures

Sani YAYA

Haho

Le ministre de la Santé évalue les avancées du programme Wézou

Le ministre de la Santé, de l'hygiène publique, de la couverture sanitaire universelle et des assurances, Jean Marie Koffi Ewonoule Tessi a visité, le lundi 2 mars, les centres hospitaliers préfectoraux de Notsè et de Tohoun pour évaluer les avancées du programme « Wézou» mis en œuvre depuis 2021.

À la tête d'une mission de supervision régional et préfectoral, cette visite du ministre dans les formations sanitaires s'inscrit dans une tournée nationale de collecte des informations sur les indicateurs de la santé maternelle et une occasion d'échange avec le personnel de santé impliqués dans la mise en œuvre du programme Wézou. Les discussions ont porté sur les difficultés du programme Wézou, les statistiques de participation des femmes enceintes, la gratuité des consultations et des échographies prénatales ainsi que les différents médicaments disponibles dans le panier Wézou. Le ministre a déclaré que le programme Wézou est une émanation du Président du Conseil Faure Gnassingbé pour alléger considérablement la souffrance de la femme enceinte. Selon lui, la santé maternelle et infantile demeure un enjeu dans l'attente des objectifs de développement durable (ODD). Pour le ministre, le programme Wézou enregistre des avancées au niveau des indicateurs de mortalité maternelle, néonatale et infantile. Il a encouragé les formations sanitaires



à poursuivre l'intensification des efforts du gouvernement sur l'offre et la qualité des soins. Le ministre a également échangé avec les bénéficiaires du programme Wézou et visité les salles d'hospitalisation et d'accouchement dans les formations sanitaires. Cette visite s'est déroulée en présence des autorités locales notamment les préfets Tchangan Awo et Dana Djato-Nadjindo, les maires, les directeurs du CHP Notsè, Kprikpa Nadjombé et celui de Tohoun, Dr Akara Essohanam. Le programme Wézou opérationnel à partir du décret du 25 août 2021, dans le cadre du projet P3 « couverture sanitaire universelle » de la feuille de route Togo 2025, contribue à la réduction des risques financiers liés aux soins de santé maternels et infantiles à travers la réduction des frais à

la charge des ménages. Ouvert à toute femme enceinte résidant sur le territoire togolais dès confirmation de l'état de grossesse, le programme a donc principalement pour objectif d'accroître le niveau d'utilisation des soins maternels par un suivi régulier des femmes enceintes jusqu'à leur accouchement dans des formations sanitaires et une prise en charge adéquate des complications liées à la grossesse. Ce programme propose un panier de soins subventionné couvrant les consultations prénatales, l'accouchement et les soins postnatals dans les formations sanitaires publiques. Il couvre aussi la gratuité d'analyses et d'exams essentiels, notamment la numération formule sanguine (NFS), le groupage rhésus et deux échographies obstétricales.

Avec ATOP/YM/AJA

Football/championnat scolaire 2025-2026 dans l'Oti

Le LETP pulvérise le CPI en ouverture

Le Lycée d'enseignement technique et professionnel (LETP) de Mango a battu le Collège privé islamique (CPI) An'nour de la même ville par 4 buts contre 1, lors du match d'ouverture du championnat scolaire 2025-2026, le mercredi 25 février à Mango.

Les joueurs du LETP se sont montrés très percutants à l'entame de la partie et ont ouvert le score sur une contre-attaque menée à la 8^e mn par Bagbati Tchaphemong. L'équipe du CPI An'nour tente de revenir au score avec des offensives dans le camp adverse, mais butte sur la défense du LETP. Contre toute attente, c'est le Lycée technique qui réussit à corser l'addition sur une frappe appuyée de 20 mètres du même attaquant Bagbati Tchaphemong à la 43^e mn, signant son doublé. Loin de se décourager, An'nour se réorganise et parvient à réduire le score grâce à Saya Abdou qui reprend de la tête un coup franc à la 45^e mn. La pause est intervenue sur le score de 2 buts contre 1. A la reprise, CPI An'nou se rue en attaque et tente de revenir au score, mais le goal Singare Yokan de LETP, en état de grâce sauve à plusieurs reprises sa formation. Le Lycée tech-



nique opte pour la contre-attaque et réussit à inscrire deux autres buts aux 80^e et 94^e min, respectivement grâce à Aményaglo Gabriel et Djakpa Ibrahim. C'est sur ce score de 4 buts contre 1, que l'arbitre Djigbé Kouassi a sifflé la fin de la rencontre. Le coup d'envoi de ce match inaugural a été donné par le secrétaire général de la commune Oti 1, Tontondji Kouami Nawanou en présence du chef d'inspection des sports de l'Oti, Oti-Sud et Kpendjal, Dao Béli Hyppolite, des responsables d'établissement et des élèves. Le chef d'Inspection a salué l'esprit de convivialité et de fair-play qui ont caractérisé cette rencontre. Il a convié les équipes à rester dans cette dynamique durant tout

le championnat. M. Dao a exprimé sa reconnaissance au ministre en charge des Sports et au gouvernement pour les moyens mis en branle pour la promotion des sports à la base et l'éclosion des jeunes talents. Le championnat scolaire est axé cette année sur le thème : « Le championnat scolaire et universitaire, une école de civisme et de patriotisme ». Il regroupe une quinzaine d'établissements scolaires publics et privés dans les catégories minimales (U15) et junior-séniors (Hommes et dames). En dehors du football, les élèves vont se mesurer dans les épreuves de handball, de basket-ball, en badminton et en athlétisme. Le match d'ouverture s'est joué dans la catégorie senior-junior.

Avec ATOP/TT/JK/AR

Kloto /Phase 3 du projet CPDI

Six communes des Plateaux engagées pour une gouvernance inclusive

La phase 3 du projet Communautés partenaires pour un développement inclusif (CPDI 3), couvrant désormais six communes de la région des Plateaux (Agou 1 et 2, Kpélé 1 et 2, Kloto 2 et 3) a été officiellement lancée, le vendredi 27 février à Kpalimé.

L'initiative est portée par INADES-Formation Togo, avec l'appui technique et financier de CBM, dans le cadre du Programme d'Appui à la Gouvernance Locale (PA-GoL). Démarré en 2016, le projet CPDI a déjà connu deux phases successives. La première, conduite de 2016 à 2019, a concerné quatre cantons (Adéta, Momé, Atitogon et Atchangbadé). La deuxième phase, intervenue entre 2020 et 2024, a accompagné l'effectivité de la décentralisation dans les communes d'Agou 1 et Agou 2. La troisième phase, prévue de juin 2025 à décembre 2027, se veut une étape de consolidation et d'extension des acquis, avec un élargissement du champ d'intervention à six communes. L'objectif général du projet est de contribuer à la promotion d'une décentralisation inclusive au Togo, à travers le renforcement de la participation citoyenne et l'inclusion effective des personnes handicapées dans les initiatives de développement local. A cet effet, plusieurs actions sont prévues, notamment le renforcement des capacités des acteurs locaux, l'accompagnement des communes dans leurs engagements inclusifs, la promotion de l'accès équitable aux services sociaux de base, ainsi que la poursuite du changement des perceptions à l'égard des personnes handicapées. Le



projet prévoit également des appuis concrets en faveur des bénéficiaires, notamment l'établissement d'actes de naissance, l'octroi d'aides financières et la dotation en équipements techniques destinés à améliorer les conditions de vie des personnes handicapées. A l'occasion du lancement, dix personnes handicapées ont ainsi reçu des aides techniques, dont des tricycles, des fauteuils roulants et des béquilles. Le préfet de Kloto, Assan Koku Bertin, a souligné que l'inclusion des personnes handicapées dépasse le cadre social pour relever d'une exigence de justice, d'équité et de dignité humaine. Selon lui, elle constitue également un pilier essentiel de la décentralisation et du développement local durable, appelant l'ensemble des acteurs à consolider les acquis et à renforcer les actions engagées. La directrice d'INADES-Formation Togo, Sélome Adoussi Houetognon, a rappelé que l'inclusion est un droit fondamental et non une faveur. Elle

a réaffirmé l'engagement de son organisation à œuvrer aux côtés des municipalités et des communautés pour une gouvernance locale inclusive et participative renforcée, invitant les parties prenantes à faire de cette 3^e phase une étape déterminante vers des communes où chaque citoyen est acteur et bénéficiaire du développement. La chargée de programme à CBM, Sika Hovi, a salué la qualité du partenariat avec INADES-Formation Togo. Elle a insisté sur l'importance de la durabilité des actions et de l'appropriation locale, afin de permettre aux communes de poursuivre les efforts d'inclusion au-delà de l'intervention du projet. Le projet CPDI 3 cible prioritairement les personnes handicapées, les acteurs locaux, les organisations de personnes handicapées ainsi que les leaders communautaires et religieux, dans l'optique d'ancrer durablement l'inclusion au cœur des politiques locales de développement.

Avec ATOP/AYH/ER/AR

Brésil

La blessure de Rodrygo fait les affaires d'un prétendant inattendu !

Suite au forfait de Rodrygo pour la prochaine Coupe du Monde, plusieurs options s'offrent à Carlo Ancelotti. Et un prétendant surprise pourrait être le grand bénéficiaire de cette situation.

Nation la plus couronnée de l'histoire de la Coupe du Monde avec 5 sacres, le Brésil rêve d'en décrocher un sixième cet été, 24 ans après le dernier. Sur le papier, la Seleçao n'apparaît pas forcément comme la grande favorite à la victoire finale (l'Argentine, la France ou l'Espagne, voire le Portugal, semblent se détacher), mais on ne sait jamais vraiment sur quel pied danser avec elle. Ce dont on a la certitude en revanche, c'est que Rodrygo ne sera pas champion du monde cet été. La star du Real Madrid souffre d'une rupture des ligaments croi-



sés et ne devrait revenir qu'en début d'année 2027. Cette situation pénible va amener Carlo Ancelotti à revoir sa copie, lui qui en avait fait un titulaire intouchable depuis sa prise de fonction, tantôt en neuf, tantôt comme ailier.

Neymar peut croire en ses chances

Au Brésil, on s'interroge déjà

sur la formule qu'adoptera Ancelotti pour compenser l'absence de Rodrygo, et ce, dès les matchs de préparation face à la France, le 26 mars, et la Croatie, le 1^{er} avril. Lors des quatre derniers matchs, Ancelotti avait ainsi opté pour un système à 4 offensifs, avec un Vinicius dans une position axiale la plupart du temps. D'après Globo Esporte, la star du Real pourrait être repositionnée à gauche suite, ce qui laisserait le champ libre à Gabriel Martinelli en pointe, très apprécié par le staff brésilien.

Avec footmercato.net



Transformation Digitale des Entreprises Africaines

METHODES – OUTILS ET ACCOMPAGNEMENT

INNOVATION CONSULTING & TRAINING - CANADA
ATTESTATION STRAT.IN CANADA À L'ISSUE DE LA FORMATION



QUÉBEC - CANADA



admin@stratin-canada.com

09 - 10 - 11 AVRIL 20
26



+1 418 490 2281



+228 90 44 55 71